

TEXTE ACTION -Congrès FSU 62 – 17 et 18 janvier 2013

L'année 2012 a été marquée, sur le plan politique, par l'alternance qui a chassé du pouvoir l'UMP au pouvoir depuis 10 ans. Pour autant, force est de constater que, 8 mois après, les signes de rupture avec les politiques précédentes se font toujours attendre. La crise est toujours là comme le confirment notamment les chiffres du chômage. Les choix politiques, en France comme en Europe concourent à entretenir cette situation:

-Austérité et diminution des dépenses publiques -remises en cause aujourd'hui, par le FMI lui-même- y compris dans la Fonction publique, avec la MAP qui succède à la RGPP, le tout encadré désormais par le TSCG adopté en force par le gouvernement à l'automne dernier.

-Poursuite de la politique de remise en cause et de démantèlement de la santé et de la protection sociale.

-Absence d'augmentation des salaires

-Politique fiscale qui ne remet pas en cause les cadeaux faits aux catégories les plus favorisées.

-Pacte de compétitivité qui accorde 20 milliards aux entreprises sans contrepartie

-Augmentation de l'appauvrissement de la population, notamment des retraités suite à la réforme de 2010.

Les négociations sur la réforme du marché du travail ont débouché sur un accord signé par 3 organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGC) qui sont loin de représenter à elles trois la majorité des salariés. Cet accord fait la part belle au patronat qui pourra licencier encore plus facilement sans quasiment aucune contrepartie. Ce mauvais coup porté au monde du travail ne fera que précariser un peu plus les salariés sans apporter le moindre remède à la crise.

Au delà du seul contexte économique et social, dans le domaine des droits et des libertés, le gouvernement marche dans les pas du gouvernement précédent. Les Roms subissent les mêmes persécutions, les sans-papiers les mêmes difficultés pour obtenir des papiers. Les atteintes au droit de grève adoptées dans les mandatures précédentes ne sont pas remises en cause (comme le SMA pour le premier degré ou le services minimum dans les transports).

Fonction publique

La Fonction publique a subi ces dernières années une dégradation à tous les niveaux : diminution importante du pouvoir d'achat, suppressions de postes massives et contre-réformes dénaturant les missions et fragilisant les personnels , les cas de souffrance au travail se multipliant de façon importante.

La majorité actuelle ne remet pas en cause ces régressions. Si des postes sont créés dans l'Éducation Nationale, la Justice et la Police, c'est au détriment des autres secteurs de la Fonction Publique comme la finance, culture et l'agriculture pourtant eux aussi en net déficit.

Le gel des salaires pour 2013 est maintenu ainsi que le principe de la journée de carence.

Il est donc urgent d'agir pour défendre les services publics et les personnels. C'est le sens de la journée de grève le jeudi 31 janvier à l'initiative de la CGT, de Solidaires et de la FSU, sur la base de la plate-forme suivante :

-Un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois, et des créations partout où cela est nécessaire -

-l'augmentation urgente de la valeur du point d'indice ;

-L'abrogation du jour de carence.

Éducation nationale

Les créations de postes(252) prévues pour notre académie ne représentent qu'un quart des suppressions subies à la rentrée 2012. Depuis le début des années 2000, ce sont plus de 8000 postes que notre académie a perdus. Aucune création pour la rentrée 2013 chez les personnels infirmiers et sociaux et 9 suppressions de postes de personnels administratifs.

Dans le premier degré, les 130 créations pèseront peu pour faire face à la pénurie existante : scolarisation des moins de 3 ans en chute libre, manque de personnels remplaçants, effectifs chargés dans les classes (le P/E continue de se dégrader dans le Pas-de-Calais , absence flagrante d'une réelle volonté de former suffisamment d'enseignants spécialisés., attaques contre l'enseignement spécialisé lui-même....

Dans le second degré, qui a perdu, dans notre académie des postes sans discontinuer depuis 1998 , les 122 créations apparaissent comme dérisoires tant les manques sont criants. Il est à craindre la poursuite de la suppression de filières et d'options, l'augmentation des effectifs par classe, la réduction de l'offre d'enseignement, l'augmentation de l'apprentissage et des parcours mixés, les fusions d'établissements, les fermetures de CIO... et aussi les attaques sur la définition des services qui cachent mal une remise en cause des décrets de 50.

Les personnels administratifs qui, eux aussi, avaient perdu des postes toutes ces dernières années, continuent à en perdre et voient ainsi leurs missions toujours mises à mal.

En l'état, le projet de loi d'Orientation et de Rénovation de l'École ,quant à lui, ne rompt en rien avec la logique et les orientations de l'ancien gouvernement. Le principe du socle commun et des compétences est réaffirmé, le baccalauréat est mis en danger et la spécificité des 1er et second degrés gravement atteinte par la création d'un conseil pédagogique Ecole/Collège.

Les premières annonces sur l'acte III de la décentralisation laissent présager un rôle croissant aux Régions sur la formation professionnelle et initiale ainsi que sur l'Orientation. Les Conseillers d'orientation psychologues sont gravement menacés dans leurs missions et le service public de l'orientation scolaire en ce qui concerne sa place, primordiale, au sein de l'Education Nationale.

Les réformes précédentes pourtant fortement contestées par les personnels sont maintenues : réforme des lycées, démantèlement de la voie et du bac technologiques, bac pro en trois ans, dispositifs Eclair, internats d'excellence...

Dans les universités de l'académie, la situation est tout aussi grave : toutes sont contraintes de réduire notablement leurs prévisions de dépenses, de 5% à Lille 2 à 12% à Lille 1. Le budget de fonctionnement de l'université de Valenciennes a été réduit de 15% depuis 2011. Celles du Littoral et de l'Artois ne seront pas en mesure de financer tous les emplois dont elles disposent et vont à nouveau « geler » des postes. Il manque officiellement 446 emplois à Lille 2 : les 35 emplois nouveaux créés par le ministère sont une goutte d'eau dans la mer.

Pour toutes ces raisons, la FSU considère qu'il est indispensable que se rajoutent des mots d'ordre Education Nationale à la grève du 31. Et elle appelle à la manifestation régionale, à Lille, qui partira à 14h30 de la Porte de Paris. Au-delà de cette date, la FSU doit construire, avec les organisations qui le souhaitent, un rapport de force par un plan d'actions fortes (grèves et manifestations).

Protection judiciaire de la Jeunesse :

Une Protection Judiciaire de la Jeunesse exsangue, amputée de la diversité de ses moyens éducatifs, des personnels maltraités et disqualifiés dans leurs métiers, privés du sens de leur mission éducative, tel est le bilan catastrophique de ces dernières années. Il y a chez les personnels une énorme attente d'un véritable changement, qui restaure la dignité, le respect et la reconnaissance ; qui redonne aux services éducatifs les moyens d'un fonctionnement serein. La présence du service public de la PJJ sur l'ensemble du territoire a été saccagée. Les services éducatifs ont été dépouillés de leurs moyens, au profit des lieux d'enfermement. Ces lieux n'ont jamais favorisé l'insertion sociale des adolescents, au contraire : ils génèrent stigmatisation, exclusion, maltraitance et désespoir. Ils génèrent aussi de façon systématique des dysfonctionnements et des atteintes aux droits. Pour redonner sens et contenu à une véritable justice des mineurs, restaurer le fonctionnement du service public d'éducation, les professionnels attendent des décisions fortes qui marquent un véritable changement.

Droits et Libertés

Au bout de 73 jours, les sans-papiers ont cessé leur grève. Ils ont obtenu la réintégration du CSP 59 dans la CODRESE ainsi que la promesse d'un examen bienveillant des dossiers. Il n'en reste pas moins que le Préfet et le gouvernement (comme le précédent) sont allés au bout du bras de fer mettant sérieusement en péril la vie de plusieurs grévistes. De plus, deux d'entre eux ont été expulsés au 59ème jour de grève. Ce combat a pris une dimension nationale avec des manifestations dans différentes grandes villes ainsi que des occupations de lieu comme le siège du PS et la nonciature du Vatican à Paris. La FSU a pris toute sa part dans ce combat. Elle demande le retour des deux sans-papiers expulsés et leur régularisation. Au-delà elle réaffirme sa revendication de la régularisation de tous les sans-papiers afin de faire d'eux des citoyens à part entière.

Le droit de vote des étrangers aux élections locales était une des promesses du candidat Hollande. Les tergiversations de la majorité actuelle peuvent laisser penser que, une fois de plus, cette promesse faite déjà il y a plus de 30 ans ne verra pas le jour. La FSU demande que cette mesure soit adoptée avant les municipales de 2014. Elle appelle à signer la pétition en faveur du droit de vote.

Le mariage pour tous était aussi une des promesses du candidat. Le gouvernement va engager le débat au parlement. Mais il est d'ores et déjà profondément regrettable que le président ait annoncé une clause de conscience pour les maires qui refuse ce mariage. La FSU demande que cette clause ne soit pas retenue et que la PMA soit intégrée dans le texte. Il ne faut pas occulter non plus que cette question sociétale permet aussi au gouvernement de l'utiliser comme écran de fumée pour ne pas traiter les questions d'austérité, de pauvreté et d'accroissement des inégalités. La FSU appelle à participer aux manifestations pour l'égalité des droits à commencer par celle du 19 janvier à 14h30, place de la République à Lille.

Texte voté à l'unanimité des 41 votants.